



MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'OEUVRE

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

RC

**Maîtrise d'œuvre des travaux de
mise en conformité du barrage de Bazouges**

**Date et heure limites de réception des offres :
Vendredi 4 juillet 2025 à 16:00**

**Région Bretagne
Direction des Canaux de Bretagne
283 avenue général Patton
CS 21101
35711 RENNES CEDEX 7**

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	3
1.1 - Objet	3
1.2 - Mode de passation.....	3
1.3 - Type et forme de contrat	3
1.4 - Décomposition de la consultation.....	3
1.5 - Nomenclature	3
2 - Conditions de la consultation.....	4
2.1 - Délai de validité des offres	4
2.2 - Forme juridique du groupement	4
2.3 - Variantes.....	4
2.4 - Visites sur site	4
3 - Les intervenants	4
3.1 - Conduite d'opération.....	4
3.2 - Contrôle technique.....	4
3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	4
4 - Conditions relatives au contrat.....	4
4.1 - Durée du contrat et délais d'exécution	4
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	4
5 - Contenu du dossier de consultation	4
6 - Présentation des candidatures et des offres	5
6.1 - Pièces de la candidature	5
6.2 - Pièces de l'offre.....	6
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	6
7.1 - Transmission électronique	6
7.2 - Transmission sous support papier	8
8 - Examen des candidatures et des offres	8
8.1 - Sélection des candidatures	8
8.2 - Attribution des marchés.....	8
8.3 - Suite à donner à la consultation	9
9 - Récompenses.....	10
10 - Renseignements complémentaires	10
10.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	10
10.2 - Procédures de recours.....	10
11 - Règlement général sur la protection des données	11
11.1 - Définitions et interprétation	11
11.2 - Obligations en matière de protection des données	11

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

Les stipulations du présent règlement de la consultation concernent la mission de maîtrise d'œuvre des travaux de mise en conformité du barrage de Bazouges vis-à-vis de la réglementation relative aux barrages de classe B.

Le barrage (classé B) est implanté sur la commune d'Hédé-Bazouges. La retenue d'une capacité de 1,6 millions de m³ (42,5 ha de superficie normale).

Le marché porte sur une mission de maîtrise d'œuvre. Il comprend également d'autres éléments d'études nécessaires à la conception des travaux ou à l'obtention des autorisations préalables.

Le contenu de la mission est décrit dans le programme de l'opération joint.

Les ouvrages à réaliser appartiennent à la catégorie d'ouvrages infrastructure en réutilisation ou réhabilitation.

La mission nécessite les compétences techniques et réglementaires dans les domaines suivants :

- Topographie et bathymétrie pour les relevés ;
- Génie civil et géotechnique ;
- Génie mécanique et automatique (vantellerie) ;
- Hydrologie, hydraulique fluviale et hydraulique des écoulements dans les conduites ;
- Environnement ;
- Réglementation sur les barrages classés, code de l'environnement, code de la commande publique...

Le titulaire (mandataire en cas de groupement) doit obligatoirement disposer de l'agrément pour les études sur les barrages de classe B.

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Le marché à tranches sera conclu en application des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande publique

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu d'allotissement pour les prestations définies au CCAP qui constituent un ensemble homogène à confier à un opérateur économique unique.

Outre les marchés de travaux qui seront passés dans le cadre de la présente opération à l'issue de la phase de conception, les études nécessiteront la passation de marchés de services après définition des prestations à réaliser par le titulaire du présent marché. Cela concerne notamment les prestations suivantes :

- prélèvements et analyses de sédiments présents dans la retenue.

Les prestations du marché sont réparties en 3 tranches :

Tranche(s)	Désignation	Eléments de mission (cf. article 4 du CCAP)
Tranche ferme	TF	Tous éléments non prévus en tranches optionnelles
Tranche optionnelle n° 1	TO1	Eléments « DAE - Règlement d'eau »
Tranche optionnelle n° 2	TO2	Eléments VISA-DET-AOR

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
71322400-5	Services de conception de barrages

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 150 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché. Cependant, en cas de groupement conjoint, le mandataire sera nécessairement solidaire du groupement conjoint.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

Les informations concernant le mandataire ainsi que le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engagent à exécuter, figureront dans l'offre (montants à préciser dans l'annexe n° 1 de l'acte d'engagement).

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Visites sur site

Une visite du site est préconisée. Les visites sont libres dans la limite des possibilités d'accès au domaine public fluvial.

3 - Les intervenants

3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.2 - Contrôle technique

Aucun contrôle technique n'est prévu pour cette opération.

3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par la société suivante (sous réserve de modification ultérieure) :

- AG Coordination - 15 rue Jean Monnet - 22140 CAVAN

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat et délais d'exécution

Cf. CCAP.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est téléchargeable via le site internet de la Région Bretagne : <http://https://www.bretagne.bzh/achat-public> - Rubrique marchés publics.

Les candidats seront alors redirigés vers le site "marches.megalix.bretagne.bzh" qui référence les annonces de marchés publics de la Région Bretagne. Le service d'accès aux consultations de marchés en ligne est ensuite accessible en cliquant sur le lien accéder aux services « vous êtes une entreprise » de l'espace entreprise.

Conseil aux candidats : le téléchargement des documents de consultation est libre. Cependant, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique correspondante et une adresse électronique valide permettant de façon certaine une correspondance électronique afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la consultation, notamment les éventuelles précisions ou report de délais.

Le DCE contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) et son annexe « Questionnaire égalité femmes/hommes »,
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le programme de l'opération et ses annexes
- L'annexe n°1 de l'acte d'engagement : Décomposition du prix global et forfaitaire (à compléter)
- L'annexe n°2 de l'acte d'engagement : Délais des études (à compléter)

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Pièces de la candidature

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique du candidat :

Libellés
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner

Renseignements concernant la capacité économique et financière du candidat :

Libellés
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique du candidat :

Libellés
Agrément du candidat (du mandataire en cas de groupement) pour les études et la maîtrise d'œuvre des travaux sur les barrages de classe B
Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants lors de son dépôt (sous-traitance autorisée uniquement pour l'élément DEA).

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

6.2 - Pièces de l'offre

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Libellés	Signature
Annexe n° 1 de l'acte d'engagement à compléter : Décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) ⁽¹⁾	Non
Annexe n° 2 de l'acte d'engagement à compléter : Délais des études ⁽¹⁾ <i>NB : Cf. article 8.2 du présent règlement, notamment les précisions sur le critère n° 2</i>	Non
Devis détaillé justifiant le forfait initial de rémunération ⁽²⁾ <i>NB : Forme libre à la discrétion du candidat devant respecter les dispositions définies à l'article 8.2 du présent règlement (cf. précisions sur le critère n° 1-2)</i>	Non
Mémoire justificatif permettant de juger l'offre sur le critère n° 3 <i>NB : Le mémoire doit respecter les dispositions de l'article 8.2 du présent règlement (cf. précisions sur le critère n° 3)</i>	Non

⁽¹⁾ L'offre devra comprendre les fichiers suivants complétés (enregistrés sans mot de passe) :

- 1_AE_ANNEXE1_DPGF_MOE_BAZOUGES.xlsx
- 2_AE_ANNEXE2_DELAIS_MOE_BAZOUGES.xlsx

⁽²⁾ Le devis détaillé est remis obligatoirement sous la forme d'un tableur au format lisible sous Excel (enregistrés sans mot de passe).

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

La remise des offres par voie électronique est obligatoire (la remise des offres par voie papier n'est pas autorisée).

Le candidat devra déposer sa candidature et son offre exclusivement sur le profil acheteur (plateforme <https://www.megalis.bretagne.bzh>), avant la date et l'heure limite de remise des offres (se référer à la page de garde du présent règlement de la consultation).

7.1 - Transmission électronique

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

MODALITES RELATIVES A LA SIGNATURE DE L'OFFRE

Conformément aux nouvelles règles en vigueur, la signature des offres n'est plus requise au stade du dépôt des plis, mais uniquement au moment de l'attribution du marché.

La Région Bretagne impose la signature électronique du formulaire ATTR11 qui matérialisera l'engagement.

Les candidats doivent donc impérativement s'équiper d'un certificat électronique, procédé d'identification fiable, répondant aux obligations applicables en la matière.

Le certificat doit être détenu par une personne ayant capacité à engager le candidat dans le cadre de la consultation et il doit être valide à la date de signature du contrat (voir arrêté du 12 avril 2018).

Outils de signature et formats autorisés au stade de l'attribution :

La réglementation autorise le soumissionnaire à utiliser l'outil de signature de son choix.

Cas 1 : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature du profil d'acheteur (AtexoSign) -> Aucun justificatif à fournir

Le profil d'acheteur intègre un outil de signature électronique, qui permet la signature aux 3 formats réglementaires (PADES, XAdES ou CAdES). **Le format PADES est, dans ce cadre, préconisé.**

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur les signatures électroniques transmises et l'outil de signature utilisé.

Cas 2 : le soumissionnaire utilise un autre outil de signature que celui intégré au profil d'acheteur -> Différents justificatifs à fournir

Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui du profil acheteur, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- Produire des formats de signature PADES ou XAdES.
- Permettre la vérification, en transmettant les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Ainsi, le signataire **doit transmettre avec sa réponse électronique** les éléments suivants :

- indication de l'outil de signature utilisé :
 - nom de l'outil,
 - éditeur,
 - description succincte (ex : site Internet de présentation).
- indication de l'outil de vérification de signature correspondant, devant être accessible par l'acheteur public :
 - Lien internet de récupération de l'outil ou fourniture de l'outil lui-même,
 - Notice d'utilisation en langue française,
 - Présentation d'installation : type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc.
 - Procédure de vérification alternative en cas d'installation ou de vérification impossible pour l'acheteur : contact à joindre, support distant, support sur site, etc.

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires, en langue française.

Chaque document pour lequel une signature est requise doit faire l'objet d'une signature électronique au format XAdES, CAdES ou PADES. La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PADES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES.

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Il sera fait application des articles R. 2144-1 à R. 2144-7 et R. 2161-4 du Code de la Commande Publique.

S'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander au candidat potentiellement attributaire de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme irrégulière.

De plus, conformément aux articles R2152-1 et R2152-2 du Code de la commande publique, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées.

Toutefois, l'acheteur se réserve la possibilité d'autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition que l'offre ne soit pas anormalement basse et que cette régularisation n'entraîne pas de modification substantielle des offres initiales.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères et sous-critères	Pondération
1 - Prix des prestations (annexe n°1 de l'acte d'engagement)	60 %
1-1 - Montant global de l'offre (montant total de la DPGF) :	50 %
Note = Pondération x $\frac{\text{Montant de l'offre la plus basse}}{\text{Montant de l'offre considérée}}$	
1-2 - Devis détaillé avec les temps prévus et les coûts unitaires	10 %
2 - Délai global des études (annexe n°2 de l'acte d'engagement)	20 %
Note = Pondération x $\frac{\text{Délai maxi} - \text{Délai de l'offre}}{\text{Délai maxi} - \text{Délai mini}}$	
3 - Valeur technique de l'offre appréciée sur la base du mémoire justificatif :	20 %
3-1 - Présentation de l'équipe projet, justification des compétences, rôles des intervenants et organisation de l'équipe	10 %
3-2 - Pour la réalisation de l'élément Relevés (REL), description des moyens techniques, des matériels et des méthodes de travail prévus	4 %
3-3 - Pour les éléments de mission hors relevés, description des particularités de la méthode de travail envisagée pour répondre au programme	6 %

Précisions sur la présentation et le jugement des offres :

Critère n° 1-2 : Devis détaillé avec les temps prévus et les coûts unitaires :

Le forfait initial est justifié à la remise de l'offre par un devis détaillé faisant apparaître, pour chaque élément de mission, le nombre de jours de travail pris en compte et le taux horaire pour chaque intervenant ou pour chaque domaine de compétence (y compris pour les sous-traitants éventuels pour la mission REL) ainsi que tous les autres frais permettant de justifier le montant prévu dans l'offre (matériels, déplacements, assurances, frais divers, charges...).

Ce devis détaillé servira de base à la négociation du forfait définitif de rémunération (cf. article 6.2 du CCAP). Il est remis par le candidat sous la forme d'un tableur au format lisible sous Excel.

L'offre sera évaluée sur ce critère 1-2 en fonction du niveau de détail de ce devis et de la pertinence des temps prévus au vu de la mission à réaliser, des délais proposés par le candidat pour les études, du phasage et de la durée des travaux envisagés...

Critère n° 2 : Délai global des études :

Les délais sont à compléter sur l'annexe n°2 de l'acte d'engagement en nombres entiers de semaines en respectant les délais minimum et maximum imposés par le maître d'ouvrage précisés sur le document.

Dans le cas où le délai d'exécution d'un élément de mission n'est pas complété par le candidat, ou si le délai proposé par le candidat est supérieur au délai maximum imposé par le maître d'ouvrage, le candidat est alors réputé s'engager sur le délai maximum imposé par le maître d'ouvrage pour cet élément.

Dans le cas où le délai proposé par le candidat est inférieur au délai minimum imposé par le maître d'ouvrage, le délai de l'élément concerné est réputé être égal au délai minimum imposé par le maître d'ouvrage pour cet élément.

La formule de notation selon le critère n°2 conduit à attribuer la note 0 à une offre proposant le délai maximum mentionné sur l'annexe n°2 de l'acte d'engagement. Cette note n'est pas éliminatoire.

Une offre proposant le délai minimum obtient la note maximale sur ce critère.

Critère n° 3 : Valeur technique de l'offre :

Le mémoire sera rédigé en 3 chapitres distincts correspondant aux 3 sous-critères définis ci-dessus permettant d'évaluer le critère n°3. L'ordre des chapitres sera respecté.

Le mémoire justificatif comportera **15 pages maximum** (lisibles en cas d'impression au format A4).

Ne seront pas comptabilisés parmi ce nombre maximum de pages :

- La page de garde et le sommaire du mémoire ;
- Les éventuelles pages vierges ;
- Les CV qui compléteront la description prévue au critère 3.1 et qui seront alors présentés en annexe à la fin de l'ensemble du mémoire (notamment pour chefs de projet, chargés d'affaire et responsables de la direction de l'exécution des travaux) ;
- Les fiches techniques des matériels.

Toutes les pages des mémoires venant après la limite prédéfinie ne seront pas prises en compte pour l'analyse des offres. Cette règle ne vaut pas pour les CV présentés en annexe des mémoires.

La note 0 éliminatoire sera attribuée à tout sous-critère 3.1 à 3.3 dans le cas où le mémoire ne traite pas du tout le thème concerné ou s'il le traite de manière inappropriée.

8.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur pourra prévoir de négocier avec les candidats les mieux classés à l'issue de l'analyse initiale des offres. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales et sans négociation au candidat le mieux classé. Ce classement sera obtenu en faisant application des critères de jugement des offres définis au présent règlement de la consultation. En outre, la Région Bretagne se réserve également le droit de négocier avec les opérateurs économiques présentant des offres irrégulières, inacceptables à l'issue de l'analyse initiale des offres.

Pour la présente consultation, le pouvoir adjudicateur précise :

Sur l'aspect formel des négociations :

Le Représentant de l'autorité adjudicatrice se réserve la possibilité de s'entourer de personnes compétentes. Les négociations pourront prendre la forme :

- d'échanges écrits (mails - courriers - plateforme régionale Mégalis Bretagne),
- la personne publique pourra également solliciter la venue du candidat dans les locaux de la Région (aux frais de ce dernier). Dans ce cas, la durée de l'entretien sera identique pour tous les candidats.

Préalablement à la négociation, la Région informera, par écrit (mails - fax - courrier - plateforme régionale Mégalis Bretagne), les points de négociations.

Au cours de la négociation, la Région Bretagne peut choisir de réaliser plusieurs phases de négociation. A cet effet, elle se réserve la liberté d'évincer à chaque tour les candidats les moins performants. La dernière phase de négociation devra se dérouler a minima avec deux candidats, dans la mesure où les négociations ont été menées avec plus de deux candidats.

Sur le contenu des négociations :

Les négociations se feront sur la base de l'offre initiale remise par le candidat, et pourront notamment porter, sur les points suivants (liste non exhaustive) :

- Proposition technique (qualité, périmètre des prestations) ;
- Prix des prestations ;
- Délais.

L'attribution du marché de maîtrise d'œuvre est prononcée par le pouvoir adjudicateur.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations prévues aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la Commande Publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Les personnes soumises à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale prévue à l'article L241-1 du code des assurances devront fournir l'attestation d'assurance de responsabilité prévue à l'article L241-2 du code des assurances.

9 - Récompenses

Sans objet

10 - Renseignements complémentaires

10.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.megalis.bretagne.bzh>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

10.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Rennes
Hôtel de Bizien
3 Contour de la Motte
35044 RENNES CEDEX CS 44416

Tél : 02 23 21 28 28

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L) : <http://rennes.tribunal-administratif.fr>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :
Tribunal Administratif de Rennes
Hôtel de Bizien
3 Contour de la Motte
35044 RENNES CEDEX CS 44416

Tél : 02 23 21 28 28
Télécopie : 02 99 63 56 84
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr
Adresse internet (U.R.L) : <http://www.ta-rennes.juradm.fr/>

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) Pays de la Loire
22 mail Pablo PICASSO - BP 24209 - 44042 NANTES cedex 1
02 53 46 79 00
pays-de-la-loire@dreets.gouv.fr

11 - Règlement général sur la protection des données

11.1 - Définitions et interprétation

«**Données à caractère personnel**» désigne toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (ci-après dénommée «personne concernée»); est réputée être une «personne physique identifiable» une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale ;

«**Responsable du traitement**» désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement; lorsque les finalités et les moyens de ce traitement sont déterminés par le droit de l'Union ou le droit d'un État membre, le responsable du traitement peut être désigné ou les critères spécifiques applicables à sa désignation peuvent être prévus par le droit de l'Union ou par le droit d'un État membre ;

« **Service** » désigne l'ensemble des obligations incombant au prestataire incluant la fourniture de services ;

« **Sous-traitant** » désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement ;

« **Violation de données à caractère personnel** » désigne une violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données.

11.2 - Obligations en matière de protection des données

1. Les parties sont tenues au respect de la législation applicable en matière de protection des données.

2. Le prestataire doit, en ce qui concerne les données à caractère personnel qu'il traite pour le compte du pouvoir adjudicateur :

- Agir conformément à l'accord existant et aux instructions du pouvoir adjudicateur concernant le traitement des données à caractère personnel (y compris les instructions relatives au renvoi ou à la destruction des données à caractère personnel) ;

- Prendre des mesures raisonnables pour assurer la fiabilité du personnel ayant accès aux données personnelles et que tout le personnel à qui il divulgue les données personnelles est informé que ces données sont des informations confidentielles du pouvoir adjudicateur ;

- Mettre en place des mesures techniques et organisationnelles appropriées, conformément à la législation en matière de protection des données, pour éviter tout traitement non autorisé ou illégal de données à caractère personnel ainsi que la perte ou la destruction accidentelle de ces données. Le prestataire doit maintenir de telles mesures de sécurité aussi longtemps qu'il traite les données à caractère personnel ;

- Ne pas transférer ou autoriser l'accès à des données à caractère personnel en dehors de l'Espace Economique Européen («EEE») sans le consentement écrit préalable du pouvoir adjudicateur ;

- S'abstenir de divulguer des données personnelles à des tiers autres que les sous-traitants autorisés auxquels la divulgation est raisonnablement nécessaire, sous réserve que :

Cette divulgation soit soumise à des conditions écrites prenant en compte l'exigence de protection des données et que cette divulgation ait été approuvée par écrit au préalable par le pouvoir adjudicateur.

- Fournir gratuitement ces informations ainsi que l'assistance au pouvoir adjudicateur que ce-dernier peut raisonnablement exiger, et dans les délais raisonnablement spécifiés par le pouvoir adjudicateur, afin de lui permettre de répondre aux demandes des personnes concernées en matière de protection des données (exercice du droit d'accès à leurs données personnelles). Pour information le DPO de la Région Bretagne peut être contacté via l'adresse informatique-libertés@bretagne.bzh

- Alerter le pouvoir adjudicateur dans les 48 heures, de toute violation de données personnelles. Le prestataire doit fournir au pouvoir adjudicateur une assistance conformément à la législation relative à la protection des données personnelles ;

- Effacer ou restituer les données personnelles au pouvoir adjudicateur (sur instruction du pouvoir adjudicateur).
